

INSTABILITE SOCIOPOLITIQUE ET INVESTISSEMENT PRIVE DANS LES PAYS DE LA CEMAC

Sociopolitical instability and private investment in CEMAC

Par

Moussa Elhadji SAIDOU

Enseignant, Université de Ngaoundéré, Cameroun.

E-mail : moussa.elsaid@yahoo.fr

Charles Alain BITA

Enseignant, Université de Ngaoundéré, Cameroun.

E-mail : bitacharles@yahoo.fr

Christian NDOUBA MAHAMAT

Doctorant, Université de Ngaoundéré, Cameroun.

Email : ndoubamahamatc1@gmail.com

Résumé :

L'objectif de ce papier est d'évaluer l'influence de l'instabilité sociopolitique sur l'investissement privé dans la CEMAC sur la période de 1987-2016. Pour y parvenir, l'on fait recours à la méthode des MCG en données de panel. Les résultats de ces estimations montrent une corrélation négative entre le coefficient de l'investissement domestique dans les pays de la CEMAC au seuil de 1%. Compte tenu des résultats de l'étude, le renforcement du dialogue politique, la cohésion sociale et les bonnes politiques de redistribution de la richesse nationale doivent être l'une des principales priorités des autorités administratives.

Mots clés: Instabilité sociopolitique, investissement privé, risque, investissement.

Classification JEL : B23 ; C13 ; C23 ; D74 ; E22

Abstract:

The purpose of this paper is to evaluate the influence of socio-political instability on private investment in CEMAC countries. To do this, we used Socio-political instability is seen as a risk factor for private investment. To achieve this, we used GCM in panel data over the period 1987-2016. We found that a negative correlation between the coefficient and the domestic investment in the countries of the CEMAC. Taking into account the results of the study, strengthening political dialogue, social cohesion and good policies of redistribution of national wealth must be one of the main priorities of the administrative authorities.

Keywords: Sociopolitical instability, private investment, risk, investment.

JEL Classification: B23;C13;C23;D74; E22.

Introduction

Depuis le printemps arabe déclenché en 2011, les pays d'Afrique subsahariens en générale et ceux de la CEMAC en particulier, aux structures économiques fragiles et vulnérables connaissent des multiples crises sociopolitiques. En partant du phénomène de la secte islamique « Boko-Haram » à la crise centrafricaine et la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest de la république du Cameroun (NOSO) qualifié de « crise anglophone »¹ au Cameroun, hommes politiques, journalistes et universitaires relancent l'actualité de l'influence de l'instabilité sociopolitique sur la croissance économique.

Ainsi, plusieurs études empiriques ont tenté de mesurer l'incidence des crises sociopolitique sur la croissance économique (Abessolo, 2004 ; Hugon, 2006 ; Gouenet, 2009 ; Izu et Motanda, 2015 ; Gouenet, 2016). En outre, certaines d'entre elles montrent que pendant la période de conflits, plusieurs indicateurs macroéconomique deviennent très volatile (Izu et Motanda, 2015). C'est dans ce sens que Collier (1999) montre qu'une guerre civile fait perdre à un pays plus de 2% par an de son PIB par habitant par rapport à ce qu'il aurait réalisé en période de paix.

Bien que ces études soient entreprises sur la question de l'instabilité sociopolitique, la plus part d'entre elles ont tenté de mesurer l'influences des crises sociopolitiques sur le taux de croissance du PIB. Toutefois, ces études ne tiennent pas compte des regroupements sous régionaux. En d'autres termes, lorsque les auteurs étudient la relation entre l'instabilité sociopolitique et un ou plusieurs indicateurs macroéconomiques économiques. Le présent travail a donc un nouveau pan. Il a pour objectif de mesurer l'influence de l'instabilité sociologique sur les investissements privés dans les pays de la CEMAC.

Nous pensons donc dans les pays de la CEMAC, l'instabilité sociopolitique influence négativement l'investissement domestique. Pour y parvenir, la suite du papier se présente comme suit : la section 2 passe en revue les controverses empiriques sur l'influence de la variation des prix du pétrole sur l'activité économique. La section 3 décrit la méthodologie de la décomposition des recettes pétrolières. La section 4 présente les résultats obtenus et la dernière section conclut.

¹ Depuis octobre 2016, la minorité anglophone, qui représente environ 20 % des [25 millions de Camerounais](https://www.imist.ma/?journal=REGS), répartie dans deux régions sur les dix que compte le pays, proteste contre ce qu'elle appelle sa marginalisation dans la société. Outre les séparatistes qui réclament la proclamation d'un nouvel État l'Ambazonie, les anglophones exigent le retour au fédéralisme qui a prévalu dans le pays entre 1961 et 1972, avec deux États au sein d'une même République.

1. Revue critique de la littérature

L'analyse du lien entre instabilité sociopolitique et les indicateurs économiques ont fait l'objet de nombreuses productions scientifiques. Malgré cette panoplie d'études, rares sont celles qui traitent l'effet de l'instabilité sociopolitique sur l'investissement privé d'une Zone monétaire. A cet effet :

Fosu (1992) souligne qu'en présence d'instabilité politique, le risque de perte de capital augmente, ce qui fait baisser le volume d'investissements effectivement entrepris dans une économie. Dans un pays où la stabilité politique est menacée, les investisseurs nationaux et étrangers ont tendance à chercher d'autres opportunités plus favorables à l'investissement. Les conséquences peuvent être énormes à savoir: baisse de l'investissement, détérioration des performances à l'exportation, difficultés de financement des projets privés et publics.

Wang et Swain (1997) trouvent une corrélation négative entre l'instabilité politique et l'investissement privé. Pour ces auteurs, l'instabilité politique, la corruption, la non-transparence institutionnelle, les guerres et les coups d'Etat sont des situations déplorables à l'environnement des affaires. Ales et Chua (1997) relèvent que les conflits sociaux, les manifestations et les grèves entraînent un arrêt prolongé du travail et de la production. Ces effets sont susceptibles d'avoir des incidences sur les partenaires économiques et commerciaux des pays instables. Sachs et Sievers (1998) constatent qu'en Afrique, le plus grand souci des propriétaires d'entreprise est la stabilité, aussi bien politique qu'économique. Les travaux de Collier (1999), ont montré que, pendant la guerre civile, la croissance économique se ralentit avec un pourcentage qui peut être inférieur à 2,2% environ à ce qu'il pourrait être estimé en temps de paix. En outre, l'auteur conclut qu'au terme d'une guerre civile de 7 ans, les revenus seront inférieurs de 15% à ce qu'ils auraient été en l'absence de conflit. Collier et *al.* (2003) ont montré que la guerre civile entraîne une diminution de la production nationale en détruisant les infrastructures et le capital physique. Selon ces auteurs, un PVD en période de guerre consacre en moyenne 5% de son PIB aux dépenses de guerre contre 2,8% en période de paix.

Par ailleurs, pour Hugon (2003), l'Afrique est un continent le plus instable. Il constate que, entre 1970 et 2002 le continent a connu 35 guerres dont une majorité de conflits internes. En outre, en 2003, 20 % de la population africaine et 15 pays étaient concernés par la guerre. Hugon (2006), analyse les conséquences des conflits armés. Pour ce dernier, les conflits entraînent les pertes de confiance. Gouenet (2009) met en évidence la relation entre

instabilité sociopolitique et niveau de l'investissement privé. Il a trouvé une corrélation négative entre le coefficient de l'instabilité politique et l'évolution de l'investissement privé. Kouakou (2010) quant à lui, a étudié l'impact de l'instabilité sociopolitique sur les investissements publics et privés. L'étude montre dans un premier temps que l'instabilité sociopolitique ralentit la croissance économique, entraînant un manque à gagner du PIB réel, avec pour conséquence une perte en investissements publics. Dans un second temps, par une estimation des déterminants de l'investissement privé, incluant un indicateur d'instabilité politique, l'étude révèle que l'instabilité sociopolitique influence négativement, à court et long terme, le niveau des investissements privés.

Ould El Houssein (2014) met en évidence les effets de l'instabilité politique sur la croissance économique dans trois pays à savoir: Burundi, Mauritanie et Tchad pour une période allant de 1978 à 2008. L'étude montre que la FBCF est plus sensible aux chocs d'instabilité que les IDE pour la Mauritanie et le Burundi et son rôle est plus substantiel dans la croissance de ces pays.

Pour Izu et Motanda (2015), l'instabilité gouvernementale a une influence négative sur la croissance économique. Les canaux de transmission par lesquels passe l'instabilité gouvernementale sont les investissements, la corruption, les recettes publiques et les activités industrielles. Pour ces derniers, l'instabilité gouvernementale conduit à l'inefficacité économique au sein d'une nation. Ils soulignent que l'instabilité gouvernementale entraîne ce que nous appelons « un effet retard et un effet rupture ». Pour Gouenet (2016), le risque d'instabilité sociopolitique crée un environnement défavorable et représente alors un facteur de risque pour l'investissement privé en général et pour l'IDE en particulier.

Collier et Hoeffler (2000) se placent dans le cadre utilitariste pour expliquer les facteurs économiques des conflits. Selon ces auteurs, les mouvements rebelles se comportent comme un agent économique rationnel qui choisira d'entrer en guerre si les bénéfices escomptés sont supérieurs aux coûts. Toutefois, une étude consacrée à ce sujet met l'accent sur des déterminismes d'ordre culturel opposant certains groupes sociaux les uns aux autres (Véron, 2008).

Par ailleurs, Gupta (1991) présente trois formes d'instabilités sociopolitique à savoir: l'instabilité d'élite (qui englobe coups d'Etat, changements de gouvernement...); l'instabilité de masse (qui correspond aux émeutes, les grèves ou les manifestations...); enfin l'instabilité armée (qui prend en compte la guerre civile, et toute action politique violente...). En épousant la conception de Gupta (1991), dans le cadre de cette étude l'instabilité sociopolitique est

assimilée aux mouvements de révoltes, les crises de successions, les guerres civiles, les conflits armés et les coups d'Etat réussis ou manqués.

2. Méthodologie

Dans cette partie, il sera question de mettre en évidence en premier lieu le modèle d'étude retenu. Dans un second temps, l'on présente les données.

2.1. Spécification du modèle

Le modèle économétrique retenu ci-dessous est inspiré du modèle de Gouenet (2009). Modèle inspiré des travaux de Serven (1996). La formulation mathématique est la suivante :

$$Invesdomes_{it} = \beta_0 + \beta_1 * CE_{it} + \beta_2 * DEPMit + \beta_3 * CrcePIBit + \beta_4 * Dettex_{it} + \beta_5 * Ouver_{it} + \beta_6 * inst_{it} + \varepsilon_{it}$$

Où i représente le pays et t se réfère au temps. L'investissement domestique est fonction des variables définies ci-dessous.

2.2. Spécification des variables

2.2.1. Définition de la variable dépendante

Dans ce papier, la variable dépendante est l'investissement domestique. Cette variable est mesurée par la FBCF. Dans le cadre de cette étude, l'investissement privé domestique est appréhendé à travers la notion de FBCF. Cet agrégat représente « *la valeur des acquisitions, nettes de cessions, par les producteurs résidents, d'actifs fixes utilisés de façon répétée ou continue dans le processus de production pendant au moins un an* ».

2.2.2. Définition des variables explicatives

2.2.2.1. La variable d'intérêt

L'instabilité sociopolitique est un concept composite. C'est la manifestation de plusieurs facteurs qui ne se recoupent pas totalement et doivent être pris en compte simultanément (Abessolo, 2004). Elle est assimilée dans le cadre de cette étude aux mouvements de révoltes, les crises de successions, les guerres civiles, les conflits armés et les coups d'Etat réussis ou manqués. Cette variable prend la valeur 1 dans un pays à une date donnée s'il survient l'un ou plusieurs des événements d'instabilité sociopolitique considéré dans l'étude et 0 sinon. On s'attend à une corrélation négative entre cette variable et l'investissement domestique.

2.2.2.2. Les variables de contrôle

Nous utiliserons cinq variables de contrôle à savoir : les crédits accordés au secteur privé, les dépenses militaires, le taux de croissance du PIB, la dette extérieure et l'ouverture commerciale.

Crédits accordés au secteur privé : Le crédit intérieur du secteur privé fait référence aux ressources financières fournies au secteur privé, notamment par le biais de prêts, d'achat de titres autres que des actions, de crédits commerciaux et d'autres comptes débiteurs, qui constituent des créances à rembourser. Toutefois, un niveau de crédit élevé représente une perspective de financement l'investissement, tandis qu'un faible niveau de crédit traduit plutôt un resserrement de la contrainte de financement pour l'investissement (Kamgnia et Touna Mama, 2002). Cette variable est censée agir positivement sur l'investissement domestique.

Dépenses militaires : La prise en compte des dépenses militaires comme facteur d'instabilité sociopolitique est saisie à travers les dépenses militaires dans le PIB. Il existe différentes manières de saisir cette variable. Prendre le budget annoncé des *ministères de la défense* par exemple est la plus courante. Dans la littérature économique, la relation entre les dépenses militaires et l'investissement domestique ne fait pas l'objet de consensus. Mais dans le cadre de cette étude, on considère que les dépenses militaires agissent négativement sur l'investissement domestique ;

Taux de croissance du PIB : Nous utiliserons le taux de croissance du PIB en pourcentage annuel pour dégager son influence sur l'investissement domestique. De manière générale, le taux de croissance permet de mesurer l'évolution d'une grandeur (chiffre d'affaires, PIB, volume d'affaires...) d'une période à une autre (d'une année à l'autre, d'un mois à l'autre...). Le taux de croissance est le plus souvent exprimé en pourcentage. Cette variable est supposée agir positivement sur l'investissement domestique ;

Dette extérieure en pourcentage du PIB : La dette extérieure désigne l'ensemble des *dettes* qui sont dues par un pays, les entreprises et les particuliers compris à des prêteurs étrangers. En d'autre terme, on désigne par endettement extérieur comme l'ensemble des concours demandés par un gouvernement auprès des partenaires (bilatéraux, multilatéraux, institutions financières, marchés financiers, etc.) pour financer les actions de développement qui n'ont pu être prises en charge par le budget national. Nulle étude sur l'investissement ne peut ignorer l'influence de l'endettement extérieur. Cette variable est supposée agir positivement sur l'investissement domestique ;

Ouverture commerciale : L'ouverture commerciale donne un reflet des transactions du pays avec le reste des économies. Pour mesurer le degré d'ouverture des pays en voie de développement on recourt au taux d'ouverture de l'économie qui est égal au ratio des exportations plus les importations divisées par le PIB. Elle est censée agir positivement sur l'investissement domestique.

Tableau 1: Signes attendus des coefficients de régression des variables modèle

Variables	Mesure	Paramètre	Signe attendu
Crédit à l'économie (CE)	Le crédit intérieur fourni au secteur privé (en% du PIB)	β_1	Positif (+)

Croissance du PIB (Crce PIB)	Le taux de croissance annuel du PIB	β_2	positif (+)
Dépenses militaires (DEPM)	Les dépenses militaires (en% en du PIB)	β_3	Négatif (-)
Dettes extérieures (Detext)	Les dettes qui sont dues par État, entreprises et particuliers à des prêteurs étrangers (en% en du PIB)	β_4	positif (+)
Ouverture commerciale	Le ratio des exportations plus les importations (en% en du PIB)	β_5	positif (+)
Instabilité sociopolitique (Inst)	L'instabilité sociopolitique	β_6	Négatif (-)

Source : les auteurs à partir de la théorie économique

II.3. Données de l'étude et méthodes d'estimation du modèle

Nous mettrons en évidence les bases de données d'une part et les techniques d'estimation des paramètres du modèle d'autre part.

2.3.1. Données de l'étude

Le panel ainsi constitué est composé du Cameroun, du Congo, de la RCA et du Tchad². Afin d'estimer les paramètres du modèle ci-dessus, les données ont été collectées dans la base des données de la Banque Mondiale (World Development Indicators, 2017), de la CEMAC et POLICY IV³. Les données utilisées pour estimer les paramètres du modèle vont de la période de 1987 à 2016 soit 30 ans. Ces données sont ensuite compilées dans Excel et importées dans le logiciel économétrique (Eviews.8) pour être traitées à l'aide des outils statistiques appropriés.

2.3.2. Techniques d'estimation des paramètres du modèle.

Il est nécessaire de recourir d'abord à un protocole de tests statistiques préliminaires. De ce fait, la méthodologie économétrique adoptée se réalise en quatre étapes à savoir: l'étude de la stationnarité des séries en vue de déterminer leurs ordres d'intégration; la deuxième étape teste l'existence d'une relation de cointégration entre les variables; la troisième consiste à choisir entre le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires. Le test de Hausman

²Le choix de ce panel se justifie par le fait que contrairement aux autres pays de la CEMAC, le Gabon et la Guinée Equatoriale n'ont pas connu des situations d'instabilité sociopolitique extrême par exemple, les guerres civiles ou les conflits armés prolongés. De plus, par le souci de commodité liée à l'estimation du modèle à spécifier.

³POLICY IV est une base de données sur les événements d'instabilité sociopolitique dans le monde.

permet donc de répondre à cette question; la quatrième étape permet de faire les différents tests de robustesse du modèle (test de significativité des coefficients, le test d'autocorrélation, le test de normalité des résidus et test d'homoscédasticité) et la dernière étape consiste à vérifier si les différents tests des MCO sont vérifiés ou non. Si ces différents tests sont vérifiés on utilisera aisément les MCO au cas contraire, nous utiliserons les MCG (Moindres Carrés Généralisés).

3. Résultats et discussions

Dans cette section, il sera question de présenter d'une part, l'analyse statistique et d'autre part l'une analyse économétrique.

3.1. Analyse statistique des résultats

Toute estimation du modèle économétrique avec les données macroéconomiques suppose au préalable une étude de la stationnarité des variables. Les résultats de la probabilité du test de Hausman est de 0,8969. Cette valeur est strictement supérieure à 5%. Donc c'est le modèle à effet aléatoire qui est mieux adapté aux données de l'étude.

Dans le cadre de ce travail, nous avons effectué le test d'Im, Pesaran et Shin pour tester la stationnarité des variables. Il ressort que les variables n'ont pas le même ordre d'intégration. On constate donc que la FBCF et la croissance du PIB sont stationnaires à niveau. Quant aux variables dépenses militaires, dette extérieure, instabilité sociopolitique et l'ouverture commerciale, elles sont cointégrées à l'ordre 1. Enfin, la variable Crédit intérieur fournie au secteur privé, elle est intégrée d'ordre 2.

Par ailleurs, à partir du test de Kao, nous avons pu constater l'existence d'une relation de cointégration entre les variables. Sa statistique est de -3,892810 et la probabilité est de 0,0000. Ainsi comme la probabilité est strictement à 5%. On conclut donc que les différentes variables sont cointégrées.

En utilisant les MCO, nous obtenons un coefficient de détermination égal à 0,495330. Ce qui signifie que 50% de l'investissement privé est expliqué par les variables exogènes du modèle. La statistique de Durbin-Watson ($DW = 0,646233$) indique la présence d'autocorrélation positive des résidus (cf annexe)⁴. Le modèle est donc globalement significatif au regard de la probabilité de Fisher (0,000000). De ce résultat, nous pouvons conclure que les MCO ne sont pas adaptés pour estimer la relation entre l'instabilité sociopolitique et l'investissement privé,

⁴ Selon Gujarati (2004), si l'on persiste à utiliser les procédures habituelles par la méthode des MCO en dépit d'autocorrélation, on peut se tromper grandement dans toute conclusion qu'on pourrait tirer. Pour ce dernier, on peut utiliser une transformation appropriée du modèle original de manière que, dans le modèle transformé, on n'ait pas de problème d'autocorrélation. A cet égard, il faut utiliser la méthode des moindres carrés généralisés.

puisque nous sommes en présence d'autocorrélation. Pour corriger cette erreur, l'on use la méthode des moindres carrés généralisée.

Les résultats des MCG sont compilés dans le suivant :

Tableau 2: résumé d'estimation

<i>Variables</i>	<i>coefficients</i>
<i>CE</i>	0,324142*** (2,682527)
<i>Crcepib</i>	0,194468** (2,171440)
<i>Depm</i>	0,390127 (0,806365)
<i>Insta</i>	-3,788901*** (-3,391739)
<i>Dettext</i>	0,012107** (2,263856)
<i>Ouver</i>	0,232479*** (6,759643)
<i>Cste</i>	-0,643809 (-0,159642)
R^2	0,395587
R^2 ajusté	0,363495
$P(F - Statistic)$	0,000000
<i>Observations</i>	120

Source : les auteurs (générer à partir de Eviews 8.0).

Notes : les valeurs entre parenthèses sont les t de student. (*) représente la significativité au seuil de 10%, (**) représente la significativité au seuil de 5%, (***) représente la significativité au seuil de 1%.

Nous obtenons ainsi un coefficient de détermination égal à 0,395587(cf annexe). Ce qui signifie que 40% des variations de l'investissement privé dans la CEMAC sont expliquées par les variables exogènes du modèle.

3.2 : Analyse économétrique et interprétation des résultats

Le coefficient associé à l'instabilité sociopolitique est négative et significative au seuil de 1%. L'instabilité sociopolitique affecte négativement l'investissement domestique dans les pays de la CEMAC. Ainsi, une augmentation du score des troubles socio-politique d'un point diminue les investissements domestiques de 3,788901%.Ce résultat corrobore avec les travaux de Fosu (1992), Collier et *al.*, (2003), Abessolo (2004), de Hugon (2006), Gouenet

(2009), de Kouakou (2010), Ould El Houssein (2014), Izu et Motanda (2015) etc. D'où l'affirmation de l'hypothèse de recherche préalablement émise.

Le coefficient associé au crédit accordé au secteur privé est positif et statistiquement significatif au seuil de 1%. Toute chose égale par ailleurs, une hausse d'un point de taux du crédit accordé au secteur privé entraîne une augmentation de 0,324142% de la FBCF. En effet, lorsque l'économie est en phase d'expansion, plusieurs projets d'investissement voient le jour et peuvent bénéficier du soutien de la part des banques.

Le coefficient du taux de croissance du PIB positif et significatif au seuil de 5%. Une hausse d'un point de taux de croissance économique entraîne une augmentation de 0,194468% de la FBCF. En revanche, la croissance économique est une condition nécessaire pour tout investissement dans une économie.

Le coefficient de la dette extérieure en pourcentage du PIB est positif et significatif au seuil de 5%. Ainsi, une hausse d'un point de taux de la dette extérieure entraîne une augmentation de 0,012107% de la FBCF. Toutefois, la dette extérieure joue un rôle non négligeable pour tout projet d'investissement.

En fin le coefficient associé à l'ouverture commerciale est significatif au seuil de 1%. Ainsi, une hausse d'un pourcent de la variable ouverture commerciale entraîne une augmentation de 0,232479% de la FBCF. Une augmentation de cet indice correspond à une amélioration des termes de l'échange.

4. Conclusion et recommandations

Cet article avait pour but d'évaluer l'influence de l'instabilité politique sur l'investissement domestique dans la CEMAC. Pour y parvenir, l'on fait recours à la méthode des moindres carrés généralisés. De ces tests empirique, Il en ressort que l'instabilité sociopolitique a une influence négative sur l'investissement privé dans les pays de CEMAC. Il faudrait donc à cet effet, renforcer le dialogue politique, la cohésion sociale et renforcer la démocratie afin d'éviter toute forme de violences.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abessolo Y. (2004), Instabilité politique et performances économiques: une évaluation du cas du Tchad, Université de Yaoundé II.
- Ades A., et Chua H.B. (1997), Thy neighbor's curse: regional instability and economic growth, *Journal of Economic Growth*, vol.2, n°3, pp. 279-304.
- Alexandre H. (2000), L'Individu face au marché : investisseurs, spéculateurs et crise boursiers, EMA.
- Banque Mondiale (2017), World Development Indicators.
- Blomberg S. B. et Hess G. D. (2002), *The temporal links between conflicts and economic activity*, World Bank Paper, Washington.
- Collier P. (1999), On the economic consequences of civil war, *Oxford Economic Paper*, vol.51, pp. 168-183
- Collier P. et Hoeffler, A. (2000), On economic causes of civil wars, *Oxford Economic Papers*, vol.50, n°6, pp.563-573.
- Collier P., Elliott L., Hegre H., Hoeffler A., Reynal-Querol M., Sambanis N. (2003), *Breaking the conflict trap: civil wars and development policy*, Oxford and Washington D.C.: Oxford University Press and The World Bank.
- Echaudemaison C.D. (2013), *Dictionnaire des sciences économiques et sociales*, Nathan, Paris.
- Fosu A.K. (1992), Political instability and economic growth: evidence from Sub-Saharan Africa, *Economic Development and Cultural Change*, vol.40, pp. 829-841.
- Gaulme F. (2018), conflits d'Afrique Subsaharienne : l'éternel retour ?, *politique étrangère*, vol.3, P.39-50
- Gouenet M.R. (2016), Risque d'instabilité socio-politique et attractivité des Investissements Directs Etrangers (IDE) Au Cameroun », *Global Journal of human-social science*, vol.16, n°1, Version 1.0.
- Gouenet M-R. (2009): « Instabilité socio-politique et niveau de l'investissement privé: une évaluation empirique du cas du Cameroun » *CAHIER DU CEDIMES*, vol 3 n°1 Nouvelle série, France, pp. 37-50.
- Gujarati D.N. (2004), *Econométrie*, 4^e édition, New York.
- Gupta, D.K. (1991), On the methodology of constructing a composite indicator for political instability: a cross-national study, In Frantz, R., Singh, H., & Gerber, J. (eds.). *Handbook of Behavioral Economics JAI Press Inc.*, vol. 2A, pp.151-178.

- Hugon P. (2003), Les conflits armés en Afrique : mythes et limites de l'analyse économique. In: *Tiers-Monde, Entendre les violences-II*, Tome 44, n°176, pp.829-856.
- Hugon P. (2006), Les conflits armés en Afrique : le rôle des facteurs économiques, *Journal of Development Research*, vol.44, n°218, pp.33-47.
- Izu A. et Motanda V. (2015), Quid de l'instabilité gouvernementale sur la croissance économique ?, *Munich Personal RePEc Archive*, Université de Kinshasa.
- Kamgnia Dia B. et Touna Mama, (2002), Le comportement d'investissement privé au Cameroun : Un Resserrement de la contrainte Financière ?, *Recherche et Développement*, n° 003, FSEG, Université de Yaoundé II.
- Keynes J. M. (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, traduit de l'anglais par Jean de Largentaye (1942), Paris/Editions, Payot.
- Kouakou A. (2010), Impact de l'instabilité socio-politique sur les investissements publics et privés en Côte d'Ivoire, Mémoire DESS, Université de Cocody.
- Moussone E. (2011), Potentiel de marché et d'investissement des pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), *Marché et organisations*, vol.2, n°14, pp33 à 56
- Ould El Houssein L.S.M. (2014), Chocs d'instabilité politique et croissance économique : Une analyse en termes d'approche vectorielle autorégressive non-linéaire (LSTVAR), *Laboratoire d'Analyse et de Recherches Economiques de Saint Louis (LARES)*.
- Rapport CNUCED, (2015), Le Développement Economique en Afrique : Repenser le Rôle de l'investissement étranger direct », Nation Unies, New York et Genève.
- Rapport CNUCED (2016), Gouvernement des entreprises
- Sachs J. et Sievers S. (1998), *FDI in African, Africa competitiveness report*, Geneva: World Economic Forum.
- Serven L. (1996), Uncertainty, instability, and irreversible investment: Theory, Evidence, World Bank.
- Soyibo A. 1997, Les reformes du système bancaire en Afrique : leur impact sur l'épargne, sur l'investissement et sur le développement du secteur financier », in *Revue africaine de développement*, vol. n°7, vol.1.
- Véron J.B. (2008), L'aide au développement face à la guerre, *Focus Stratégique* n°7, Centre des Etudes de Sécurité, Paris.

Wang Z. et Swain N.J. (1997), Determinants of inflow of foreign direct investment in Hungary and China: Time-series Approach, *Journal of International Development*, vol. 9, n°5, pp. 695-726.